

Le coût de la peur

24 janvier 2026

Commentaire de Michelle Robichaud, présidente, Atlantica Centre for Energy

La peur peut être un puissant facteur de motivation. Elle nous protège des dangers réels, aiguise notre jugement et met en lumière des questions importantes. Dans le cas de l'opposition récente aux projets énergétiques dans les provinces de l'Atlantique, la peur est utilisée pour occulter les preuves, ignorer les implications financières et imposer des rapports unilatéraux sur les compromis. Ce qui peut entraîner des conséquences coûteuses.

Au lieu de nous laisser paralyser par la peur, nous devons avoir des conversations honnêtes et un débat éclairé au sujet du projet de centrale à gaz de Tantramar au Nouveau-Brunswick et du projet de capacité de production complémentaire proposé sur l'Île-du-Prince-Édouard.

Le débat public s'est concentré presque exclusivement sur les aspects négatifs des installations : un actif lié aux combustibles fossiles, une source potentielle d'émissions et un projet que certains jugent incompatible avec les valeurs environnementales. Ce qui a largement fait défaut dans le débat public, c'est une discussion sérieuse sur les véritables alternatives et sur ce qui se passera si nous ne construisons pas ou si nous retardons les décisions.

Les systèmes énergétiques tombent rarement en panne d'un seul coup. Le plus souvent, ils s'affaiblissent silencieusement, par le biais de petites contraintes et de vulnérabilités croissantes qui ne deviennent visibles que sous la pression.

L'Île-du-Prince-Édouard offre un exemple opportun. La province est profondément engagée dans la lutte contre les changements climatiques et a réalisé des progrès significatifs en intégrant les énergies renouvelables et en électrifiant le chauffage résidentiel. Mais l'Île reste fortement dépendante de l'électricité importée via des lignes de transport saturées. Les décisions visant à résoudre ces problèmes d'approvisionnement ont été retardées ou évitées, et la province doit maintenant se préparer à des [coupures de courant](#)

[tournantes](#), comme ce fut le cas lors [de la vague de froid polaire](#) ce week-end.

Cela laisserait certaines personnes de côté. Cela perturberait les activités et la croissance. Les risques liés à la fiabilité ne sont plus hypothétiques.

Quand on parle d'infrastructures énergétiques, il faut parler de toutes les conséquences, et pas seulement des intentions. Cela signifie mettre en évidence les impacts environnementaux potentiels, mais aussi en tenant compte des coûts, de la sécurité, de la fiabilité et des implications économiques.

Un approvisionnement fiable en électricité n'est pas une option. Il est indispensable au bon fonctionnement de la vie quotidienne et permet de réaliser bon nombre de nos souhaits : l'électrification, la réduction des émissions, la croissance économique et les opportunités pour la prochaine génération. L'énergie éolienne et solaire sont des éléments essentiels de cet avenir, mais elles ne remplacent pas encore le besoin d'une énergie pilotable et disponible à la demande, surtout dans une région comme le Canada atlantique où la consommation d'énergie est maximale en hiver.

Reconnaître cette réalité ne fait pas de quelqu'un un « anti-environnementaliste ». Cela le rend sérieux.

Être sérieux, c'est aussi se poser des questions difficiles : si ce n'est pas ceci, alors quoi, et à quel prix ?

Le stockage par batteries jouera un rôle de plus en plus important dans la fourniture d'électricité fiable et à faibles émissions dans toute la région, mais il n'est pas encore facilement disponible ni rentable pour répondre aux besoins actuels.

L'énergie nucléaire est prometteuse, et le Canada atlantique a déjà développé la majeure partie de ses ressources hydroélectriques viables à grande échelle. Ces deux options nécessitent des décennies de planification, d'autorisation et de construction, ce qui les place hors du cadre temporel des besoins actuels du système.

Un recours accru à l'électricité importée pourrait être une autre option si elle était disponible, mais elle comporte elle aussi des inconvénients : volatilité des prix, contraintes de transport et sécurité énergétique réduite lors des pics de consommation, lorsque les juridictions voisines sont confrontées aux mêmes difficultés.

Aucune de ces options n'est mauvaise en soi, mais prétendre qu'elles sont interchangeables est un gaspillage de temps et d'argent précieux. Ces faits sont basés sur une modélisation et une planification des ressources approfondies, validées par des organismes de réglementation énergétique indépendants.

En tant que mère, le développement durable me tient profondément à cœur. Je souhaite que mes enfants héritent d'un environnement plus propre et d'une province où ils puissent se permettre de vivre, de travailler et de fonder une famille. Cela signifie une énergie abordable et fiable. Cela signifie des emplois bien rémunérés. Et cela signifie un système énergétique qui favorise la croissance au lieu de la freiner.

L'énergie favorise le développement économique. Les juridictions disposant d'une énergie suffisante et compétitive attirent les industries. Ces dernières créent des emplois, génèrent des revenus plus élevés et permettent d'investir dans la santé, l'éducation et la protection de l'environnement. Les systèmes énergétiques faibles produisent l'effet inverse : ils freinent la croissance, font peser les coûts sur les ménages et forcent les jeunes à partir.

Je ne prends pas souvent position sur des questions spécifiques, mais la façon dont ce débat se déroule comporte un risque important.

Lorsque les décisions énergétiques sont présentées comme un choix moral, par exemple lorsqu'un camp revendique des vertus environnementales tout en qualifiant ceux qui ne sont pas d'accord d'imprudents ou d'indifférents, l'apprentissage est bloqué. Cela dissuade les gens de changer d'avis face à l'évolution des connaissances. Et cela permet à la peur d'étouffer les faits. Les citoyens méritent d'avoir leur mot à dire dans les décisions énergétiques, mais leur voix doit être éclairée par le fonctionnement réel des réseaux électriques, pas seulement comme on le souhaiterait. Il est bon d'avoir des ambitions, mais il faut aussi être réaliste.

Un débat équilibré n'est pas du climatoscepticisme. C'est une gouvernance responsable.

Le Nouveau-Brunswick, l'Île-du-Prince-Édouard et, plus largement, le Canada atlantique, sont confrontés à de véritables dilemmes. La demande en électricité est en hausse. Les infrastructures vieillissantes doivent être remplacées. Les retards ont un coût, même s'il n'est pas immédiatement visible. Ignorer ces coûts ne les fait pas disparaître ; cela ne fait que les reporter sur les ménages, les travailleurs et les gouvernements futurs.

Si nous voulons un avenir durable et prospère pour le Canada atlantique, nous devons être prêts à prendre des décisions éclairées fondées sur des données probantes ; et ne pas laisser la peur décider pour nous.

Michelle Robichaud est présidente d'Atlantica Centre for Energy, la voix proactive de l'énergie au Canada atlantique, réunissant l'industrie, le gouvernement, les secteurs de l'éducation et de la recherche, et le public afin de soutenir une croissance énergétique durable dans la région.